> ECONOMIE SOCIALE AU PAYS NOIR

Le Germoir sème de l'espoir



La vingtaine à tout casser, intimidées, elles attendent silencieuses derrière leurs tables-présentoirs le public venu visiter les ateliers à l'occasion de cette journée portes ouvertes pour leur expliquer ce qu'elles font.

Ici c'est l'atelier "nettoyage" et il ne faut pas croire que nettoyer c'est attraper n'importe quel torchon, du détergent et de l'eau. Il y a des produits "ad hoc" pour chaque type de travail: les sols, les vitres, etc, avec lesquels il faut prendre plus ou moins de précautions. Et puis il ne faut pas confondre torchons et serviettes, mop et microfibre. Il faut savoir manipuler les cireuses, les machines à nettoyer les sols.

Aujourd'hui, elles sont un peu pétrifiées: elles n'ont pas l'habitude de voir tant de gens. Mais ce n'est pas toujours de tout repos explique Sabine, la formatrice. Parfois ça gueule. Les insultes fusent. Les retards sont monnaie courantes. Les absences aussi. Il faut souvent les recadrer. En fait, dit Sabine, ancienne travailleuse dans une société de nettoyage, on fait autant

de travail social que de formation professionnelle.

On leur apprend bien sûr le métier, à connaître les produits de nettoyage; décrypter les étiquettes et connaître les risques liés à chaque produit, à sécuriser une escabelle. On leur enseigne les techniques pour qu'elles soient prêtes à travailler dans une entreprise de nettoyage de bureaux ou industriel.

Mais quand elles arrivent, elles n'ont rien en main. Pas de diplôme, une scolarité en lambeaux, inachevée ou dans l'enseignement spécial. Ce sont parfois des filles mères, sans droits avec juste le revenu d'intégration et aucune perspective d'emploi.

Retrouver l'estime de soi

Au Germoir, elles apprennent à se lever tous les matins même s'il y a de temps en temps des pannes d'oreiller. Elles apprennent à travailler en équipe, à respecter une hiérarchie. Bref les contraintes de la vie professionnelle. Elles apprennent aussi à être valorisées. Et surtout, elles bénéficient d'un cadre rassurant: des coachs, une assistante sociale qui prend les contacts avec les entreprises pour leur trouver des stages, un job coaching, une aide à la recherche active d'emploi.

Invitées à jeter par écrit leurs aspirations en début de stage, elles





expriment souvent leur gratitude à l'égard de l'équipe. Mais Sarah l'exprime autrement: son rêve, c'est de «s'évader» du Germoir qui n'a pourtant rien d'une prison. S'évader, explique-t-elle, c'est conquérir son autonomie. Ne plus avoir besoin de béquilles pour se lancer dans la vie. Retrouver l'estime de soi après des années d'échec. Et c'est justement le but de l'opération. Elle est sur la bonne voie.

Le Germoir est en effet une entreprise de formation par le travail. Installée depuis 10 ans sur le site de l'ancien siège des charbonnages Monceau-Fontaines à Montigniessur-Sambre, l'asbl travaille depuis trente ans à la réinsertion professionnelle de femmes précarisées de la région de Charleroi.

Le site est à la fois le symbole d'un passé révolu qui a laissé à la région son nom de Pays Noir et un vide béant dans le tissu industriel; et le symbole d'une économie sociale qui essaie patiernment de reboucher les trous. Il abrite en effet une quinzaine d'associations d'économie sociale et de formation qui proposent des services dans les domaines les plus divers, allant de la menuiserie à l'informatique, de la consultance à la ferronnerie ou de la culture à l'horticulture... Bref un petit monde, une économie parallèle pour suppléer aux carences de l'économie tout court.

Cuisine «éthiquable»

Outre le nettoyage, le Germoir a choisi d'exploiter la filière de l'horeca qui offre pas mal de débouchés.

Pour cela l'asbl s'est dotée d'une vaste cuisine professionnelle en lieu et place de sa kitchenette de 12 m² qui servait de base à la sandwicherie et qui ne pouvait admettre que 2 stagiaires à la fois. Maintenant, une quinzaine de stagiaires peuvent se frotter aux exigences d'un restaurant professionnel ou de collectivité. Outre le matériel professionnel, les stagiaires apprennent à fonctionner comme une brigade, à cuire à la minute comme dans un vrai restaurant mais aussi à préparer des banquets pour 250 couverts. Des ateliers sculpture de légumes et pliage de serviettes viennent compléter la formation qui comprend aussi le service en salle.

Grâce à un partenariat avec la Ferme Martinrou de Fleurus, le Germoir permet de lier les activités culturelles de la ferme à un service de restauration. Les stagiaires se retrouvent ainsi en situation réelle avec un public néanmoins bienveillant, tout en travaillant des produits issus du commerce équitable. Ethiques et équitables, les produits travaillés portent le label ethiquable» du nom de la coopérative qui les commercialise.

Par contre, le projet de faire participer les stagiaires aux activités culturelles s'est avéré un échec.

L'insertion professionnelle en difficulté

Le Germoir a concentré ses efforts sur les femmes parce que ce sont elles que l'on retrouve en tête de liste dans les statistiques sur la pauvreté. Elles encore qui se rétrouvent au CPAS. Elles aussi que l'on retrouve dans le décompte des sanctions de l'ONEM pour insuffisance de recherche d'emploi.

Ce sont en effet ces publics fragilisés qui ont les plus grandes difficultés à se plier aux exigences du contrôle de disponibilité. Trouver des employeurs potentiels, rédiger et envoyer des CV, des lettres de motivation, se présenter et faire bonne figure quand on n'a aucune formation et une faible opinion de soi-même n'est pas évident. Si en plus on a des problèmes de garde d'enfant, on est vite dans le collimateur de l'ONEM.

La formation est une échappatoire largement pratiquée. Encore faut-il convertir l'obligation en motivation. Le FOREM, chargé de la formation, mise en priorité sur ceux qui ont le plus de chance d'être recasés et préfèrent sous-traiter les cas les plus désespérés aux entreprises de formation par le travail et autres Organismes d'insertion professionnelle. Reconnus et subventionnés par la Région Wallonne, les OISP et les EFT adoptent une pédagogie spécifique pour remettre en selle des jeunes qui sans cela n'auraient aucune chance d'être intégré à l'emploi.

Suite à la pression du plan d'activation pour les demandeurs d'emploi, le nombre de stagiaires et le nombre d'heures de formation ont fortement augmenté au cours de ces dernières années. Mais les subsides ne suivent pas. Le respect intégral de la réglementation et la sauvegarde des actions existantes nécessiteraient 8 millions d'euros supplémentaires par rapport à l'enveloppe prévue actuellement par le Ministre ANTOINE.

Lors du conclave budgétaire, le Gouvernement Wallon a décidé de ne pas accorder cette somme au Ministre qui envisage de geler le financement du secteur qui représente 2.500 emplois et de reconduire tel quel le budget 2010 pour 2011. Ceci met en danger la pérennité de certaines institutions et l'emploi dans beaucoup d'autres.

Le 6 décembre 2010, les travailleurs de ce secteur étaient dans la rue pour protester contre ces restrictions budgétaires.